SIR JOHN A. MACDONALD

ET LES

CANADIENS-FRANCAIS

ETUDE HISTORIQUE DE 1854 JUSQU'A NOS JOURS

EXTRAIT DE "LA CAMPAGNE"

MONTRÉAL
IMPRIMERIE GÉNÉRALE, 45 PLACE JACQUES-CARTIER
1887

SIR JOHN A. MACDONALD

ET LES

CANADIENS-FRANCAIS

I

Il n'est pas d'homme que l'on ait calomnié autant que Sir John, précisément parce que, durant sa longue carrière, il n'a cessé d'être le supérieur de beaucoup de gens qui se croyaient autant que lui et n'ont toujours pu occuper qu'un poste bien secondaire à ses côtés, en arrière de lui ou en face de lui, à titre de seconds ou d'adversaires déclarés.

Depuis un an environ, certains Canadiens-Français de l'école de l'*Etendard*, se sont appliqués à le représenter comme notre ennemi le plus acharné.—Pourquoi? parceque Sir John n'a pu reposer en eux assez de confiance pour en faire ses compagnons d'armes.

Mais que peut faire la rage de ces envieux contre un homme qui a contribué plus que tout autre à fonder la Puissance du Canada et à nous doter, nous Canadiens-Français, des principaux avantages dont nous jouissons aujourd'hui dans notre libre et belle province française !

Sir John eût joué un rôle sur les plus grands théâtres de l'Europe et les pygmées qui veulent le renverser, oublient que la ruine et la destruction qu'ils pourront semer autour d'eux, ne les relèveront pas d'une ligne dans l'estime de leurs compatriotes, mais les voueront à la vindicte de l'histoire qui a dit déjà, et qui dire encore que Sir John, s'il n'a pas eu pour nous les paroles les plus flatteuses et les plus mielleuses, a été par ses actions politiques, par son esprit de justice et de libéralité à notre égard, le meilleur ami haut-canadien que nous ayons eu depuis 1854.

Il en a été de même du parti tory conduit par Sir John et contre lequel il n'est pas d'injures que l'on ne vomisse aujourd'hui dans les journaux ennemis, entr'autres l'*Etendard*, la *Patrie* et l'*Electeur*.

Mais l'histoire vaut mieux que les inventions intéressées de nos faiseurs dont l'unique désir est de se hisser au pouvoir, dussent-ils pour cela, marcher sur les ruines fumantes de la Province. Voyons.

II

Nous sommes en 1854. Sir John est le collègue de l'honorable M. Morin, qui était le patriote le plus dévoué et le plus honnête homme de son époque.

M. Morin siégeant à côté de Sir John A. MacDonald ! quel scandale pour le patriotisme chatouilleux d'un Trudel qui s'est endormi durant trente ans sur le fanatisme du chef conservateur, et qui vient justement de sortir de cette léthargie prolongée, pour crier sus au vieil orangiste, après lui avoir, durant si longtemps, brulé de l'encens au nez et s'être si rudement égosilé, pas plus tard que le 25 janvier 1885, à lui crier à tue tête : " VIVE LE

" VIEUX CHEF : VIVE LE VIEUX " CHEF ! "

***

" A cette époque, (1854), les Brown, les " McKenzie, les Hartman, dit l'historien " Turcotte, soulevèrent les haines contre " nos institutions religieuses, qu'ils mena- " cèrent dans leur existence, s'opposè- " rent à ce que les catholiques instruisis- " sent leurs enfants suivant leurs croyan- " ces. Les conservateurs(les tories)au con- " traire, qu'ils fussent alliés ou opposés " au parti libéral du Bas-Canada, fidè- " les à leurs principes hiérarchiques, " AVAIENT TOUJOURS VOTÉ AVEC " LES CATHOLIQUES EN FAVEUR " DE TOUTES LES MESURES DE " LIBERTE RELIGIEUSE ET DE " CELLES QUI CONCERNAIENT LES " INSTITUTIONS DES CANADIENS- " FRANCAIS."

En effet, depuis 1854, les tories alliés avec les chefs de notre race, Morin, Taché, Chauveau, Cartier, ne nous abandonnèrent jamais un instant, sur une seule mesure, au risque même de s'affaiblir, de détruire leur influence dans leur propre province du Haut-Canada. Et quels furent nos ennemis les plus acharnés ? Les grits, les libéraux, Brown et son *Globe*, McKenzie, etc.

III

La sécularisation des biens du clergé et le changement de la tenure seigneuriale furent réglées tout à fait dans le sens demandé par Morin, Taché et Cartier, qui n'étaient sans doute pas de mauvais Canadiens !

M. Morin se retira en 1856, universellement regretté par ses amis et ses ennemis politiques.

Etienne Pascal Taché lui succéda à la tête du parti conservateur bas-canadien et s'adjoignit MM. Cartier et Cauchon. Mais la section haut-canadien ne resta la même, avec les *tories* McNab et MacDonald à sa tête. Ces *fanatiques*, comme M. Trudel les appelle aujourd'hui, furent-ils nos ennemis ? Jamais.—Ecoutons encore Turcotte dont l'impartialité n'a jamais été mise en doute par qui que ce soit :

" Ces chefs du Haut-Canada ne furent plus des hommes de priviléges et d'exclusion, des ennemis du Bas-Canada, comme ceux de l'ancien parti *tory* ; ils furent les amis, les défenseurs des catholiques, et ces derniers purent compter généralement sur leurs sympathies. Les chefs des conservateurs eurent pour principes, l'ordre, la conservation des institutions religieuses, politiques, s'alliant avec les idées de progrès. Ils maintinrent ferme l'égalité de la représentation dans les deux sections de la province, soutinrent les écoles séparées, et s'opposèrent à ce que l'élément démocratique s'insinue trop dans les institutions du Canada. Ils se conformeront à ces institutions qui, tout en ayant quelques inconvénients, avaient leurs avantages ; ils les croyaient avantageuses au peuple, parce qu'elles étaient la forme du gouvernement qui pouvait le satisfaire, qui lui offrait la liberté civile, et qui était en harmonie avec les mœurs et le caractère des différentes origines.

" Le parti libéral se composa des démocrates du Bas-Canada, dont les chefs étaient MM. A. A. Dorion, Holton et Papin, des *cleargrits*, Brown, Mackenzie, et autres membres aux vues dites avancées, de M. J. Sandfield McDonald, M. Foley et autres libéraux modérés. Les libéraux eurent pour principes les écoles communes, la fixation de la convocation des chambres ; ils cherchèrent à introduire les idées républicaines, le principe d'élection des officiers publics, le vote au scrutin, à diminuer les allocations des écoles supérieures, etc. ; ils s'opposèrent à toute organisotion efficace de la milice, parce qu'ils la croyaient inutile et qu'elle augmentait le patronage public. Les libéraux du Haut-Canada cherchèrent

surtout à dominer le Bas-Canada, en demandant pour eux un plus grand nombre de représentants, à répandre le fanatisme religieux parmi le peuple pour se faire de la popularité : ils nièrent aux catholiques le droit d'avoir des écoles séparées, et s'opposèrent à l'incorporation des sociétés religieuses. Ils tinrent, enfin, envers le Bas-Canada. la conduite injuste des *tories* sous le commencement de l'Union. "

Voilà les deux partis politiques tels que l'histoire nous les fait connaître, tels qu'ils ont été et tels qu'ils sont à l'heure qu'il est.

Des difficultés du nouveau régime ont pu rendre plus lent le règlement de certaines questions agitées de nos jours, ma il n'en est pas moins vrai que les deux partis sont encore les mêmes, que nos amis sont toujours du côté conservateur et nos ennemis du côté libéral-grit.

IV

Si M. Blake n'est ni orangiste. ni francmaçon, paraît-il, son parti nous est essentiellement hostile et le *Globe* est toujours là qui n'a jamais été désavoué ni par MacKenzie ni par Blake, tandis que le *Mail* a été désavoué énergiquement par Sir John A. MacDonald.

Il faut juger les partis poiitiques comme on juge les hommes : par leurs actions, non par leurs paroles et leurs belles protestations.

***

" C'est en 1856 que les grits. les ultralibéraux du Haut-Canada, dit encore Turcotte, essayèrent, mais, en vain, de faire triampher ie systâme des écoles mixtes. Ils s'opposaient aussi au maintien des écoles séparées, parce qu'elles tendaient, suivant eux, à détruire le système des écoles communes, et qu'elles augmentaient l'influence du clergé catholique. M. Brown, le chef de ces fanatiques, proposa de rappeler les actes qui autorisaient l'établissement des écoles séparées dans le Haut-Canada, et de placer les écoles primaires sous un système uniforme d'instruction publique.

" Plusieurs députés catholiques plaidèrent la cause des écoles mixtes. M. Papin proposa lui-même que l'on établisse un système général et uniforme d'écoles élémentaires, maintenues aux frais de l'Etat, et que pour faire fonctionner ce système d'une manière juste et avantageuse, il était nécessaire que toutes les écoles fussent ouvertes à tous les enfants sans qu'ils fussent exposés, par la nature de l'enseignement, à voir leurs croyances religieuses violentées ou froissées en aucune manière. En expliquant sa motion, M. Papin se laissa entrainer à des égarements d'idées tout à fait regrettables. Il soutint que l'éducation donnée par l'Etat doit être morale et intellectuelle, mais qu'elle ne peut être religieuse dans un pays habité par plusieurs sectes comme le Canada. " Il ne peut, continua-t-il, y avoir de religion d'Etat, et s'il en est ainsi, l'état ne peut en aucune façon donner de l'argent pour l'enseignement d'aucune foi religieuse. Le mode d'éducation suivi jusqu'à ce jour a été loin d'être satisfaisant. Il nous faut un système général, applicable à toutes les parties de la province, et qui fasse disparaître les préjugés des catholiques et des protestants."

Aujourd'hui, M. Mercier, avec ses libéraux, veut encore détruire notre beau système d'éducation si hautement admiré à Rome comme l'un des plus parfaits qui existent.

MM. Pepin, Dorion, J.-Bte Eric,—le père politique de M. Laurier, lequel est lui-même le chef de M. le sénateur Trudel,—voulaient des écoles mixtes ; M. Mercier, lui, veut des écoles obligatoires c'est encore pire. — Que ce parti libéral soit du Haut-Canada ou de la province de

Québec, c'est un parti de destruction et de malheur.

Que Dieu nous sauve de son règne et tienne le trésor public loin des griffes de M. Mercier !

***

Brown, Rolph et autres grits du Haut-Canada voulurent donc ruiner nos écoles séparées, c'est-à-dire catholiques.

Qui les combattirent cette fois comme toujours ?

Sir John A. Macdonald et les conservateurs anglais, ces *tories* francs maçons et orangistes, contre lesquels bavent sans cesse les limaces de l'*Etendard* qui vivent librement dans la libre et catholique province de Québec.

V

Qui cherchèrent à nous écraser en nous imposant, sous l'Union, une augmentation de la représentation anglaise ? Brown, George Brown, le fameux et fanatique rédacteur du *Globe*, l'ennemi le plus terrible de notre race et de notre religion, Georges Brown, le chef de ligne de MM. McKenzie et Blake, qui passa son temps à ridiculiser nos croyances et à décrier nos institutions. La représentation, répartie d'après le chiffre de la population, c'était notre ruine.

Qui combattirent Georges Brown, McKenzie et l'abominable gazette le *Globe* ?

Sir John A. Macdonald et les *tories* du Haut-Canada, ces hommes qu'on représente comme de vrais Nérons et de féroces tyrans !

Et ce fut à la fin de la session de 1856 que Sir Allan McNab et Sir John A. Macdonald perdirent plusieurs de leurs amis précisément parcequ'ils se montraient trop fidèles protecteurs des Canadiens Français et des catholiques.

Georges Brown, McKenzie n'étaient pas orangistes, que nous sachions. N'étaient-ils pas cependant nos plus implacables, nos plus acharnés ennemis ? Oui, ils voulaient notre ruine, pleine, entière, complète, radicale.

Preuve que ce n'est pas le nom de la secte qui fait le danger, mais l'homme, indépendamment de la secte à laquelle il appartiendra.

***

Sir John n'avait qu'à rivaliser de fanatisme avec Georges Brown, et dès 1856 il eût pu devenir aussi populaire que l'a été son terrible antagoniste.

Il ne le voulut pas ; il préféra rester fidèle aux Canadiens-Français et perdre même, à cause de cela, ainsi que nous venons de le voir, le support de la majorité des députés de sa province.

Voilà un fait que l'on ne remarque pas assez, et que M. Trudel a tout-à fait oublié, pour ne se souvenir que de ses désirs ambitieux et de ses déceptions personnelles.

Politique à courte vue, M. Trudel ne voit pas en deça ni au-delà de sa prétentieuse individualité.

VI

En 1857 vint la codification de nos lois qui fut l'œuvre de Cartier et contribua puissamment à l'extension de l'influence française sur les cantons de l'Est, puisque notre jurisprudence française y fut rendue obligatoire.

Qui aida Cartier dans cette grande œuvre ? Sir John A. Macdonald, le francophobe de M. Trudel ! Et si aujourd'hui nos lois prévalent par toute la Province et consacrent l'existence incontestée de certains de nos droits les plus importants, comme celui de la dîme au clergé catholique,—dîme à laquelle M. Trudel doit ses plus beaux succès de carottage, la fondation et le maintien de l'*Etendard*—nous le devons en grande partie au terrible orangiste pour lequel on a tant de rigueurs, depuis 1885 surtout.

VII

En 1857, qui a combattu l'existence légale des communautés religieuses du Haut-Canada, entr'autres celle des sœurs de Notre-Dame-de-Lorette, à Toronto ?

Toujours Brown et McKenzie avec le *Globe* comme truchement. Malheureusement, plus d'un libéral français aidait ces fanatiques dans leur action désastreuse pour la religion catholique. MM. Papin, Turcotte et Dorion, les ancêtres politiques de MM. Laurier, Mercier et Trudel, étaient du nombre.

" Quelques députés mirent à nu leurs haines contre le catholicisme. M. Brown déclara qu'il était de la dernière imprudence d'établir dans la province des couvents et des monastères, et de leurs laisser le pouvoir d'acquérir des immeubles ; ces institutions, disait-il, ne vont nullement au génie et aux mœurs du peuple du Haut-Canada. M. W.-Lyon Mackenzie voulut restreindre l'action de l'Eglise catholique dans les limites les plus étroites possibles, comme une chose redoutable aux libertés populaires ; l'histoire, dit-il, prouve qu'elle est essentiellement intolérante.

VIII

Le ministère McDonald-Cartier succéda au ministère Taché-McDonald, en 1857.

Sir John fut battu dans le Haut-Canada principalement à cause de sa libéralité à l'endroit de notre Province. Cessa-t-il pour cela d'être notre ami ? Non, il préféra gouverner avec une province catholique et française plutôt que de soulever le fanatisme protestant et de se gagner des partisans en imitant le triste exemple de George Brown. DEPUIS CE TEMPS, ON PEUT DIRE QUE C'EST LA PROVINCE DE QUÉBEC QUI GOUVERNA LE PAYS TOUT ENTIER.

Dans sa province Sir John eut presque constamment la majorité contre lui, simplement parce qu'il voulait avant tout rendre justice au Bas-Canada. Il ne cessa pas non plus d'être l'allié fidèle de Sir Georges jusqu'à la mort de ce dernier.

Sir Georges peut-il être accusé d'avoir vendu ses compatriotes au vieil orangiste ?

Il n'y a que M. François-Xavier-Anselme Trudel capable de risquer pareille insinuation.

***

Que disons-nous ? nous faisons erreur : car l'école déjà ancienne du *Nouveau-Monde* qui a engendré l'*Etendard*, a décrété jadis Sir Georges de trahison et de servilisme.

Cette école est la pire ennemie de la patrie canadienne : incapable d'apprenpre et d'oublier, il n'est pas d'outrag qu'elle n'ait lancé à nos plus illustres hommes d'Etat. Aujourd'hui l'*Etendard* traite Langevin, Chapleau et Caron, comme l'ancien *Nouveau-Monde* traitait Cartier. Elle est dans son rôle et suit ses instincts de destruction et de calomnie nationale.

Ayant traité Cartier comme l'on sait, il n'est pas surprenant qu'elle malmène Sir John comme elle le fait. Mais le *Nouveau-Monde* est passé, Cartier est resté et il devient chaque jour plus grand dans le cœur de ses campatriotes. Ainsi passera l'*Etendard* et ainsi restera et grandira sir John A. Macdonald dans l'esprit et le cœur de ceux qui veulent voir et qui peuvent se souvenir.

Citons encore l'historien de cette époque :

" De ce moment s'opéra une union intime entre M. Cartier et M. J.-A. McDanald : c'était une seconde alliance La-Fontaine-Baldwin. Tous deux avaient les qualités du véritable homme d'Etat, et étaient des chefs populaires dans leur province respective. Une longue et brillante carrière, comme chefs de plusieurs admi-

nistrations, allait maintenant s'ouvrir devant ces deux hommes, dignes l'un de l'autre. M. Cartier se faisait surtout remarquer comme homme d'action, d'énergie ; les difficultés ne ralentissaient jamais son courage. Formé à l'école de M. Draper, M. McDonald avait le tact et l'habileté de ce chef illustre ; ses connaissances administratives et constitutionnelles étaient profondes, son expérience parlementaire était grande. Depuis son alliance avec les libéraux-conservateurs du Bas-Canada, il leur garda la plus grande fidélité. Lorsqu'on verra le Haut-Canada réclamer plus tard une représentation plus forte, il s'opposera à cet esprit de domination, et restera ferme dans ses convictions politiques avec un petit nombre de partisans de l'égalité représentative."

Cela ne vaut-il pas mieux que les fadaises entortillées et soporifiques que M. Trudel débite depuis longtemps dans son journal ? Que peuvent les injures d'un déçu fielleux comme lui, en face de vérités historiques qu'il a lui-même défendues avec une énergie féroce jusqu'à 1885 ?

IX

On se rappelle du rachat des droits seigneuriaux demandé par M. Cartier. Là encore, Brown, McDougall, etc., crièrent au pillage, au vol du Haut-Canada par le Bas-Canada. On soutint partout que si cette mesure, tout à fait équitable, était adoptée, on demanderait le rappel de l'Union et le *Globe* recommença une lutte acharnée contre nous. Sir John se laissa-t-il émouvoir par ces cris de fanatisme ? Pas plus qu'auparavant : le bill fut adopté et les intérêts du Bas-Canada triomphèrent.

Encore un noir attentat de Sir John contre l'élément français ! " Ce succès, " dit Turcotte, était dû à la libéralité des " CONSERVATEURS (tories) dont les " idées contrastaient singulièrement avec " celles des cleargrits — ..." (Encore Brown et autres, les ancêtres de MM. Blake, Laurier, Mercier et Trudel.)

***

N'est-ce pas encore les GRITS, avec M. Brown à leur tête, aidés des MM. Dorion, qui voulaient empêcher les legs faits aux institutions de charité et d'éducation dans les six mois qui précédaient la mort du légateur ? Et n'est-ce pas Sir John et son parti qui réussirent encore à mater Brown et ses compères dans cette législation néfaste dirigée cyniquement contre nos plus belles institutions ?

X

Nous voici arrivés à l'année 1861 qui vit, parait-il, Sir John faire certaines déclarations favorables aux Orangistes. Mais de 1854 à 1861, peut-on trouver un seul acte politique que Sir John ait dirigé contre l'influence française et catholique ?

Au contraire, ne nous a-t-il pas constamment protégés ? A-t-il cessé, une seule année, de résister énergiquement à la lutte acharnée, sauvage, féroce, que nous faisait George Brown avec le *Globe* et les *cleargrits* aidés malheureusement trop, par notre parti libéral qui n'est autre que celui de MM. Laurier, Mercier et Trudel.

Encore une fois, jugeons les hommes qui se disent nos amis et qui ont intérêt de l'être—comme Sir John et M. Blake—par leurs actions, non par leurs paroles.

***

Les Orangistes en 1860, lors de la visite du Prince de Galles, voulurent lui faire des démonstrations de loyauté, à leur façon ; la chose ne réussit pas et ils cherchèrent à ce propos, à blâmer l'administration Cartier-McDonald. Celui-ci protégea-t-il les Orangistes à cette occasion ? Non, loin de là, il ne voulut en aucune manière s'occuper de leurs récriminations.

C'est en 1861, à la session qui suivit cet

incident, que M. Cartier prononçait les paroles suivantes qui valent bien sans doute, dans le jugement qu'il faut porter sur Sir John, les dénonciations injustifiables de M. Trudel.

" Certainement, dit-il, il serait désirable que chaque section du gouvernement pût être appuyée par la majorité du pays qu'elle représente, mais cela devient quelquefois impossible. Pour ma part, je suis fier de le dire, la grande majorité des représentants dans les deux chambres de la section du pays que je représente, a confiance en mon intégrité politique, et j'ose compter sur l'appui des classes instruites du Bas-Canada. Les victoires remportées par mes adhérents, à diverses reprises, m'ont donné cette assurance.

" Quant à mon collègue, le procureur-général du Haut-Canada, je dois dire que je n'aurais jamais accepté LA TACHE DE FORMER UNE ADMINISTRATION, si je n'avais pu m'assurer de son concours, je connaissais son HONNÊTETÉ POLITIQUE, son habileté comme homme d'Etat, et la place qu'il occupait dans l'affection du peuple du Haut-Canada."

C'est encore à cette époque que le fanatisme de George Brown atteignait un degré de recrudescence inouïe. Il voulait ni plus ni moins, effacer jusqu'aux derniers vestiges de la race française au Canada. Quel adversaire rencontra-t il ? Quel protecteur trouvions-nous toujours prêt à nous défendre, toujours faisant triompher notre cause ? L'honorable Sir John A. McDonald, l'inséparable allié de Cartier.

Citons Turcotte :

M. McDougall, digne adepte de M. Brown, et co-rédacteur du *Globe*, fit un discours des plus violents ; il traita les Canadiens d'origine française de race étrangère, fit un appel aux protestants du Bas-Canada contre eux et le catholicisme, et menaça le Bas-Canada de l'annexion.

C'est Sir John qui répondit à ces attaques violentes et qui fit entr'autres à la session de 1861, un de ces discours les plus remarquables en faveur de l'Union, du Bas-Canada, de la prétendue *domination française* ainsi que les grits appelaient alors comme aujourd'hui, la juste et salutaire influence du Bas-Canada.

Sir John triompha de Georges Brown et de toute la séquelle qui suivait ce fanatique enragé.

XI

On a prétendu quelquefois que la loi des écoles séparées du Haut-Canada telle que définitivement amendée, est due aux grits et aux libéraux : ce n'est pas exact.

Voici les faits. " Dans la session de 1862 sous le ministère Cartier-McDonald, M. Scott, député d'Ottawa, soumit un projet de loi pour modifier toute la législation et mettre les catholiques du Haut-Canada sur le même pied que les protestants. La mesure reçut l'approbation des ministres, et des membres modérés des deux partis. Le principe des écoles séparées, après une lutte longue et acharnée, devait enfin triompher : la voix éloquente et l'habileté de M. McGee contribuèrent à ce grand chagement. Il ne restait plus que quelques fanatiques, MM. McDougall, Ferguson, Morris et Brown, entre autres, qui refusaient de concéder aux catholiques le plein droit d'établir des écoles, où ils pussent donner à leurs enfants l'instruction religieuse avec les autres branches de l'enseignement. La crise ministérielle empêcha le projet Scott de devenir loi, et les libéraux s'engagèrent à passer une semblable mesure sous leur responsabilité.

XII

Battu sur le bill de milice, Cartier résigna le 21 mai 1862 et à partir de cette date, durant les deux années suivantes, les rôles changèrent : C'EST LE HAUT-CANADA QUI COMMANDA AU BAS-CANADA.

Voici comment Turcotte apprécie le rôle de Cartier et de Sir John A. McDonald :

Malgré ce qu'en ont dit leurs adversaires, MM. Cartier et John A. McDonald apparaissent dans notre histoire comme les deux plus grandes figures politiques de l'époque. Ils ont droit à la reconnaissance publique, car ils ont rendu les plus grands services à leurs compatriotes. Après plusieurs années de carrière administrative, ils sortirent tous deux du cabinet aussi pauvres qu'ils y étaient entrés. Ils se montrèrent tolérants et libéraux, ils défendirent généreusement les institutions catholiques, les écoles séparées, empêchèrent les fanatiques, comme Brown et ses adeptes, de dominer sur le Bas-Canada. Disons encore que les chefs conservateurs ont toujours été soutenus et généralement approuvés par le clergé, et par la masse bas-canadienne des deux origines.

XIII

La loi des écoles séparées pour le Haut-Canada fut passée en 1863 à la demande d'un conservateur et au grand scandale des grits dirigés par George Brown qui venait de reparaître sur la scène politique. Et de fait, cet acte de justice est principalement dû à sir John A. Macdonald. Voici ce qu'en dit l'auteur que nous avons cité déjà plusieurs fois. :

" Le triomphe des écoles séparées était dû surtout aux efforts énergiques déployés depuis plusieurs années par M. Scott, député d'Outaouais, à M. McGee et aux conservateurs M. John A. MacDonald et ses amis qui s'unirent aux Bas-Canadiens. Les ministres libéraux du Haut-Canada supportèrent, il est vrai, la mesure, car ils étaient engagés par leur programme à le faire ; mais ils furent abandonnés de leurs amis *cleargrits* qui, avec quelques conservateurs outrés, votèrent au nombre de 31 contre la mesure. Le ministère McDonald-Sicotte avait fait des écoles séparées un article de son programme. Il ne pouvait pas réclamer comme parti la passation de cette loi, qui était plutôt due à l'opposition, et qui avait été proposée par un membre conservateur."

XIV

L'Intercolonial devait favoriser plus spécialement le Bas Canada. M. George Brown et Sandfield McDonald s'y opposèrent de toutes leurs forces.

Sir John fut le père de cette entreprise qu'il ne cessa de protéger jusqu'à son complet achèvement.

Que serait le sud du fleuve et du Golfe Saint-Laurent, essentiellement peuplé de Canadiens-Français, sans l'existence de l'Intercolonial ?

Il serait isolé comme auparavant et n'aurait aucun espoir de se développer par l'établissement de nos compatriotes sur les terres de la Couronne.

XV

Puis vint la grande œuvre du siècle pour le Canada, la fondation de la Confédération canadienne.

C'est à propos de ce grand acte politique que sir John a été surtout violemment calomnié par le directeur de l'*Etendard*, membre du Sénat Canadien.

Insistons quelque peu sur la conduite de sir John dans cette affaire.



Le grand crime reproché à sir John est d'avoir voulu une union législative au lieu d'une confédération des Provinces canadiennes.

Ce crime n'est pas nouveau, puisqu'il date de 1865 ; mais ce qui est nouveau, ce sont les reproches tardifs que lui en font de vieux compagnons d'armes qui ont léché les pieds du féroce Orangiste, à partir de 1867 jusqu'à janvier 1885 !

Et encore ici n'avons-nous rien de nouveau, car il y a longtemps que les Trudel

me. Il
parti la
plutôt
été pro-
."

lus spé-
George
oppo-

reprise
'à son

Golfe
plé de
nce de

ant et
per par
es sur

siècle
Confé-

ce po-
nt vio-
eur de
adien.
nduite

un est
au lieu
cana-

isqu'il
au, ce
font
ui ont
te, à

nou-
Trudel

et les Bellerose nous ont habitué à leurs déloyales façons d'agir. Ces gens-là ne changent pas, voyez-vous : M. Trudel est encore le même insignifiant incompris qu'en 1872, faisant sa spécialité de détruire tout ce qui ne trouve pas grâce devant sa courte vue politique, et le major Bellerose n'est autre que le vieux saltimbanque de Laval qui a été, dès 1862, accusé du crime d'assassinat et n'a pas eu le courage de se laver de cette flétrissure qui burine encore son front sans pudeur.

Ces deux ruines, MM. Trudel et Bellerose, s'encouragent en compagnie d'une troisième ruine, dont il convient de ne pas s'occuper, car comment ajouter foi à ses dires, quand il parle de choses qui dorment depuis vingt ans, qu'il n'a jamais éveillées jusqu'à ces derniers temps, et sur lesquelles il est absolument impossible d'établir une preuve contradictoire, attendu que le seul témoin capable de rétablir la vérité, n'est plus. Quelle lâcheté de prétendre après la mort de Cartier, que Cartier ait persisté durant près de dix ans à s'allier à notre plus terrible ennemi ! Du reste, il est facile de soutenir les affirmations les plus hasardées, quand la mort a emporté ceux qui peuvent contredire.

Nous ne savons pas ce qu'a pu dire Cartier de sir John en 1865-66-67, mais nous savons trois choses qui nous semblent irréfutables :

1o Que sir John, de 1854 à 1886, a été, dans sa conduite politique et par ses actes, le meilleur ami de la race et de la religion des Canadiens-Français ;

2o Que ceux qui le dénoncent aujourd'hui n'ont cessé d'être ses plus rampants adulateurs jusqu'à janvier 1885 ;

3o Que Cartier, malgré les moments de mauvaise humeur qu'il a pu entretenir contre sir John, est resté son plus fidèle et plus constant ami de 1864 à 1873, époque de sa mort, et que de plus, (écoutez bien M. Trudel), il a de la façon la plus énergique possible condamné la conduite de l'école du *Nouveau-Monde*, qui combattait sir John avec autant d'injustice, de déloyauté et d'ingratitude, que les *castors* aujourd'hui combattent tout le parti conservateur.

XVI

Voilà des faits évidemment prouvés, non seulement par un témoin qui sera prêt à tout jurer pour soutenir une fausse position et ne pourra pas être contredit, mais encore par les aveux de nos propres adversaires, par leurs écrits, leurs combats de vingt, trente ans ; par l'histoire irréfutable de notre politique depuis 1854, par les résultats palpables que nous touchons du doigt, qui nous entourent, nous ont fait puissants, libres, indépendants dans notre province catholique et française. Ces faits se prouvent encore par l'acharnement de nos pires ennemis, les Trudel, les Bellerose unis aux grits et aux héritiers politiques des Brown et des McKenzie.

Depuis trente ans, ce que nous avons, nous le devons à la politique de Morin, Taché, Cartier, Langevin, les alliés de sir John. MM. Trudel et Bellerose l'ont reconnu mille fois.

Non, ce ne sont pas les efforts désespérés d'un impuissant comme M. Trudel, d'un enragé comme M. Bellerose, qui viendront effacer tout ce passé glorieux, raser l'édifice solide et imposant de notre présent, menacer de ruine l'avenir de notre race.

MM. Trudel, Bellerose, etc, peuvent détruire : il n'ont jamais fait autre chose. Mais ils n'auront pas l'honneur de régner même sur les ruines du parti conservateur. Ils sont à la remorque du parti libéral dont ils forment pieusement la queue : les libéraux les jetteront bien vite aux orties comme de vieilles souquenilles faites exprès pour masquer et enlaidir, nullement pour vêtir même des sans-culottes.

Poursuivons donc notre étude à la lu-

mière des faits les plus incontestables et laissons à leur frénésie épileptique ces tristes énergumènes, qui se désolent sans cesse d'arriver si tard sur les ruines du parti conservateur et du pays tout entier.

XVII

Sir John en 1865, était favorable à une union législative et il avait d'excellentes raisons, à son point de vue, pour appuyer son opinion. Mais le Bas-Canada ne pouvait envisager du même œil ce grave sujet et Cartier était bien décidé à n'accepter rien autre chose que le principe fédératif de gouvernement. Pourquoi ? parce que sir Georges voulait que la province de Québec en majorité française et catholique, se gouvernât elle-même, eût son Parlement où ses intérêts nationaux et religieux pussent se régler indépendamment de toute influence hostile.

De ce système de gouvernement Cartier attendait le salut de la Province et il avait raison. Il savait que tôt ou tard, avec un seul Parlement pour toutes les provinces, l'élément saxon noierait les représentants de la minorité française et c'est pour cela qu'il voulut que toutes les questions se rapportant à la RELIGION, à l'EDUCATION, aux LOIS CIVILES, à la PROPRIETE, etc., enfin toutes les questions nationales, fussent de la juridiction exclusive des Législatures de chaque Province, étant convaincu que si nous cherchions à imposer nos vues là-dessus aux protestants du Canada, nous serions infailliblement écrasés.

C'est là la grande idée de Cartier qui a présidé à la fondation de la Confédération. Qu'on relise son discours sur ce sujet et l'on se convaincra que ce grand homme d'Etat, n'avait qu'une chose en vue en nous dotant du régime actuel : empêcher que toutes les matières que nous appellerons françaises et catholiques, ne fussent réglées par une majorité anglaise et protestante.

C'était là l'idée de Cartier qui s'efforça du reste, toute sa vie, d'éloigner du domaine fédéral les questions nationales et religieuses, comme l'affaire Riel et l'amnistie en 1870-71-72 et l'affaire des écoles du Nouveau-Brunswick, à la même époque.

Et son avis à prévalu depuis pour démontrer toute la sagesse des prévisions de ce grand homme d'Etat.

Mais sans doute que l'avis de Cartier ne vaut pas celui des Bellerose et des Trudel, ces nationaux raffinés, quintescenciés, qui n'aiment rien tant que de créer de *prétendues questions* nationales dont la discussion n'a pour résultat que l'écrasement de la minorité française, es embarras les plus vains et les plus funestes à la fois, mis au bon fonctionnement de la constitution fédérale.

Qu'on se rappelle que cette constitution a été faite spécialement pour nous, dans un but spécial que MM. Trudel et Bellerose ne veulent pas comprendre ; qu'ils ne travaillent que pour nous conduire à un but diamétralement opposé à celui que Cartier visait en établissant la Confédération puisqu'ils exigent que nous fassions une question nationale d'une affaire d'administration judiciaire et que le gouvernement provincial intervienne pour censurer le gouvernement fédéral à propos même de cette soi-disant question nationale.

Cette prétention est simplement absurde, anti-patriotique et du caractère le plus dangereux pour notre avenir.

Aussi nos pires ennemis, ce sont les faux conservateurs du nom de Trudel et de Bellerose qui en accusant sir John de fanatisme à notre endroit, s'efforcent de détruire l'œuvre que sir John et sir Georges ont édifié pour nous sauver.

XVIII

Voici maintenant un extrait du discours de sir John prononcé lors des débats sur

l'établissement de la Confédération. Ces paroles expliquent les intentions de sir John et confondent la mauvaise foi de l'*Etendard* et de ses tristes adeptes :

" Le troisième et seul moyen d'obtenir une solution à nos difficultés était une Confédération des provinces, par une union, soit fédérale, soit législative. Or, quant aux avantages comparatifs d'une union législative et d'une union fédérale, je n'ai jamais hésité à dire que si la chose était praticable, une union législative eût été préférable. (Ecoutez ! Ecoutez !) J'ai déclaré maintes et maintes fois que si nous pouvions avoir un gouvernement et un parlement pour toutes les provinces, nous aurions eu le gouvernement le meilleur, le moins dispendieux, le plus vigoureux et le plus fort. (Ecoutez ! écoutez !) Mais en considérant ce sujet et en le discutant, comme nous l'avons fait dans la conférence avec le désir d'en venir à une solution satisfaisante, j'ai trouvé que ce système était IMPRATICABLE. Et, d'abord, il ne saurait rencontrer l'assentiment du peuple du Bas-Canada, qui sent que, dans la position particulière où il se trouve comme minorité, parlant un langage différent, et professant une foi différente de la majorité du peuple sous la confédération, ses institutions, ses lois, ses associations nationales, qu'il estime hautement, pourraient avoir à en souffrir. C'est pourquoi il a été compris que toute proposition qui impliquerait l'absorption de l'individualité du Bas-Canada, ne serait pas reçue avec faveur par le peuple de cette section. Nous avons trouvé, en outre, que quoique le peuple des provinces inférieures parle la même langue que celui du Haut-Canada et soit régi par la même loi,—loi basée sur le droit anglais,—il n'y avait de la part de ces provinces, aucun désir de perdre leur individualité comme nation, et qu'elles partageaient à cet égard, les mêmes dispositions que le Bas-Canada. (Ecoutez ! écoutez !) C'est pourquoi, après mûre considération du sujet et des avantages des deux systèmes, nous nous aperçûmes que L'UNION LÉGISLATIVE ne ralliait pas toutes les opinions, et qu'il ne nous restait qu'à adopter l'union fédérale comme seul système acceptable, même aux provinces maritimes."

Ce ne sont pas là les paroles d'un persécuteur de la race française et de la foi catholique, et il est bien remarquable, dans tous les cas, que l'homme qui a été accueilli à cette époque de 1864 à 1867, comme l'ami et le protecteur des Canadiens-français, fût devenu tout à coup notre ennemi le plus acharné, précisément pour avoir fait ce que MM. Trudel et Bellerose appelaient dans le temps, des titres très éclatants à la reconnaissance des Français et des catholiques ! !

XIX

Les ennuyeux discours que M. Trudel a pu prononcer à cette époque ne nous sont pas connus : il songeait sans doute à ses *Chambres Hautes*, ouvrage de haute portée qui serait un titre suffisant à la gloire de son auteur, s'il n'embrassait pas maintenant le programme de M. Blake, l'ennemi des Chambres Hautes.

XX

Mais, en revanche, M. Bellerose a fait un discours, et un fameux en 1865. Le major a exprimé là ses opinions et frappé les grands coups de sa loyale épée contre les ennemis de sir John.

Recueillons-nous, et savourons bien deux passages de ce chef-d'œuvre de plats éloges à l'adresse du vieil orangiste. Remarquons bien qu'en 1865 sir John avait prononcé, à propos d'orangisme, les paroles qu'on lui reproche maintenant avec tant d'aigreur et que les Trudel et les Bellerose lui lancent à la figure tout comme un Pacaud ou un simple Sauvalle, car ces paroles auraient été prononcées en 1861.

Dit M. Bellerose :

" Ça été, M. le PRÉSIDENT, pour répondre à l'appel que tout un peuple faisait au patriotisme de ses hommes d'Etat, en les conjurant de chercher le remède qui pourrait guérir notre société politique de la cruelle maladie qui menaçait son existence, que les membres de l'administration actuelle, oubliant le passé, mettant de côté leurs dissidences politiques, s'unirent pour chercher le grand remède dont nous sommes actuellement à discuter l'efficacité. Ces honorables messieurs ont bien MÉRITÉ DU PAYS, et je suis heureux de profiter encore de cette circonstance pour les REMERCIER ET LES FÉLICITER DES BEAUX ET NOBLES sentiments de patriotisme dont ils ont donné, en cette circonstance, une preuve non équivoque au peuple, qui ne manquera pas de leur en tenir compte."

Ce sont bien là les propres paroles du même Bellerose qui cherche maintenant à miner sourdement l'édifice qu'il a aidé à construire lui-même, à titre d'aide-maçon, si vous voulez, de sir Georges et de sir John : chacun fait ce qu'il peut, voyez-vous, et M. Bellerose a fait comme chacun.

Savez-vous maintenant les grands coups qu'il donnait de son terrible cimeterre sur la tête des mécréants qui *osaient*, oui, qui osaient décrier l'œuvre de sir Georges et de sir John. Ecoutez encore cette prose rafraîchissante du sémillant major.

Dit encore M. Bellerose :

" Qu'avons-nous vu encore ? Une presse échevelée, se proclamant la protectrice du peuple, jetant l'injure, l'insulte et la boue à la face des membres de l'administration actuelle, calomniant quelques-uns de ses membres, mais les méprisant tous, présentant les ministres Bas-Canadiens comme autant d'hommes prêts à vendre le Bas-Canada pour un vil intérêt, pour un portefeuille de ministre,—publiant contre le projet de la confédération des écrits dont ils attribuaient la paternité à des membres du clergé, etc, employant tous les moyens pour soulever les préjugés du peuple contre le plan du gouvernement."

Eh bien ! l'histoire se répète : le parti conservateur est encore également, le parti dénoncé, honni, dévoué à toutes les colères, à tous les préjugés populaires. Mais c'est M. Bellerose qui conduit cette triste campagne aujourd'hui, avec quelques jeunes dévoyés et le signor Trudel qui, de cascade en cascade, est enfin tombé au fond de l'abime libéral, où il se trémousse dans la rage et le désespoir à la vue de son nouvel entourage.

XXI

Que voit-on encore aujourd'hui ? Non seulement MM. Trudel et Bellerose, de vrais fédéralistes d'autrefois, s'efforcent de fausser la constitution dans la lettre du texte et l'intention de ses fondateurs. Mais ils trouvent matière à de violents reproches dans ce que Nos Seigneurs les évêques ont eux-mêmes approuvé en 1867.

Est-ce qu'à cette époque la clause concernant le divoce n'existait pas comme aujourd'hui ? Et nos évêques, qui se déclaraient favorables à la nouvelle constitution, l'ignoraient-ils ? comme semble le croire M. le sénateur Bellerose. Non. Les évêques, alors comme aujourd'hui, toléraient ce qu'ils ne pouvaient empêcher.

Les évêques des Trois-Rivières, de Rimouski, de Saint-Hyacinthe, de Montréal —Mgr Bourget—l'archevêque de Québec, n'ont-ils pas honoré le projet de constitution fédérale de leur haute approbation ?

Mais tout à coup l'œil pudibond des Bellerose et des Trudel s'est trouvé scandalisé en lisant cette constitution vieille de vingt ans, et au lieu d'arracher cet œil, ils ont rapproché leurs lunettes et découvert dans la clause autorisant l'intervention du Sénat dans les procès de divorce, un énorme trait de cruauté et de persécu-

tion perfide de sir John contre les catholiques !

Depuis ce temps, ces messieurs dénoncent sans trève ni merci ce qui possédait toute leur confiance naguère, ce qui avait trouvé grâce aux yeux de nos évêques, mais qui est très reprochable, très condamnable auprès de ces hauts personnages élevés en dignité par Dieu même, sans doute, directement, pour gouverner l'Eglise par dessus l'épaule des pasteurs choisis par le Saint-Siège ! ! Lugubres farceurs !

Au reste, si sir John est coupable dans cette question de divorce, Cartier l'est également : c'est ce que n'admettent pas nos adversaires castors qui se prétendent toujours de l'école de Cartier ! !

XXII

Nous pouvons dire la même chose de sir John dans les questions du Nord-Ouest, des écoles du Nouveau-Brunswick et du Pacifique, à propos desquelles Cartier et sir John ont partagé absolument les mêmes idées et soutenu les mêmes combats.

" N'intervenons pas dans les matières qui sont exclusivement du ressort des législatures provinciales, disaient-ils aux Canadiens-français, c'est là un principe qui sauvera les minorités."

Et ils avaient raison, car cette intervention, même pour un objet apparemment désirable, pouvait, dans l'avenir, conduire la province de Québec aux plus funestes dangers.

XXIII

Vint la question du Pacifique. Il y avait deux compagnies : une haut-canadienne présidée par M. McPherson, dont tous les intérêts se concentreraient évidemment à Ontario ; l'autre bas-canadienne et devant favoriser avant tout Montréal, Trois-Rivières, Québec, toute la rive nord du Saint-Laurent, la partie la plus française et la plus catholique du Canada.

De quel côté se rangea sir John ?

Du côté canadien-français, avec sir George et le curé Labelle.

***

Sir John n'a jamais cessé de poursuivre cette politique large, équitable et sous tout rapport essentiellement favorable au Bas-Canada.

Qui le combattirent ? MM. Mackenzie et Blake.

Oh, il est vrai, Mackenzie, Blake, ne sont pas orangistes ! Donc ils valent mieux que sir John.

Pourtant il y a une différence : l'un est orangiste, admettons-le, mais ses actes, sa politique ont fait et grandissent encore la province. Les autres cherchent à détruire, et de fait n'ont cessé de rapetisser notre influence, par là même notre patrie.

Qui doit-on préférer ?

Les derniers, s'écrie en chœur la tribu Trudel-Bellerose.

Logique et bon sens de castor ! C'est la cervelle qui manque, voyez-vous, pour comprendre, et le cœur pour se souvenir. Qu'y faire ?

XXIV

Mackenzie parvint au pouvoir en 1873. Que vit-on ? Le *french humiliation* du commencement à la fin. Sir John nous donnait tout et régnait avec et par nous : Mackenzie nous refusa tout et régna contre nous. Voilà la vérité toute crue et toute vraie.

Sir John revint en 1878. Continua-t-il à nous traiter avec justice ? Oui.

Nous n'eûmes pas de ministre au Sénat : c'est ce qui déplut à MM. Trudel et Bellerose. *Inde iræ.* Mais quels intérêts nationaux ont souffert de cet état de choses ? Aucun. S'il y en a, qu'on le nomme. MM. Trudel et Bellerose ont peut-être souffert, mais sont-ils de si grands intérêts eux-mêmes ? Leur fortune est-elle attachée à celle du pays ? Non, grand Dieu,

qu'on nous préserve de ces sinistres oiseaux de malheur.

XXV

Enumérons ce que nous devons à la politique de sir John :

1o La protection aux industries canadiennes demandée d'abord et surtout par la province de Québec dont les industries sont appelées à profiter davantage, et qui va si largement contribuer à faire de Montréal la métropole incontestable du commerce canadien et avant longtemps la rivale de New-York et de Chicago ;

2o Le Pacifique traversant toute la province de Québec où il aura certainement son terminus d'été soit à Montréal soit à Québec.

3o De forts et nombreux subsides à nos chemins de fer de colonisation ;

Grâce à sir John, le chemin du lac Saint Jean est presque terminé, celui de Saint-Jérôme aux cantons du Nord est assuré, de même que la voie ferrée de la Gatineau.

Ces entreprises sont essentiellement destinées à ouvrir des champs nouveaux à l'immigration des colons français et catholiques. Ce sont des œuvres capitales pour notre race et l'expansion de notre foi. Ceci est indéniable.

Nous dirons même plus, un seul de ces chemins de fer réalisé vaut cent fois mieux que dix questions nationales se rattachant à la corde de Riel et à la cause des Métis qui n'a jamais été menacée, et dont Blake a, dans tous les cas, toujours été le plus implacable ennemi.

Et ces grandes œuvres que poursuivent les efforts, le dévouement héroïque de nos plus grands patriotes, qui les a combattues à Ottawa ?

M. Blake et son parti, M. Laurier lui-même.

Pourtant M. Blake n'est pas orangiste ! mais en cherchant à ruiner ces entreprises qui sont des entreprises de colonisation catholique et française, M. Blake voulait porter un coup mortel à notre nationalité.

De son côté, sir John, en les aidant, aidait encore une fois, des œuvres essentiellement catholiques et françaises.

***

Où sont nos vrais amis, diront encore les Bellerose et les Trudel ? Dans les rangs de Blake et de Laurier. Singulier cas d'aveuglement, à vrai dire !

XXVI

4o En 1881, nos finances provinciales étaient obérées, la chose est indiscutable. Prenons la parole de M. Mercier que nous empruntons aux Débats de M. Desjardins.

M. Mercier, dans un discours fameux prononcé le 9 juin 1881 est à déplorer la ruine de sa chère province et il offre pour la sauver, ses inappréciables services à M. Chapleau qui était alors premier ministre et dont M. Mercier était l'*ami coalitionniste*.

Ecoutons donc M. Mercier : " Le jour " où il faudra compter fatalement et inexorablement avec le gouvernement " d'Ottawa, comme notre seule ressource " pour nous tirer des embarras financiers " dans lesquels on se trouve, ce jour-là " MARQUERA L'HEURE DE NOTRE " DECHEANCE NATIONALE."

C'est bien clair ; nous sommes perdus s'il ne nous reste que le gouvernement fédéral qui ne fera rien.

C'est ce qu'ajoute en effet M. Mercier :

" Il est admis d'un autre côté que le gouvernement fédéral n'achètera pas notre chemin et ne nous AIDERA EN AUCUNE MANIERE."

Et plus loin :

" La nécessité ne connait pas de loi et pour éviter la BANQUEROUTE les peuples les plus éclairés savent faire des SACRIFICES CONSIDERABLES."

Et encore :

"LE JOUR OU NOUS SERONS TROP PAUVRES POUR MAINTENIR NOS INSTITUTIONS PROVINCIALES NOUS SERONS PLACES ENTRE L'UNION LEGISLATIVE ET L'ANNEXION ; CE JOUR-LA SERA UN JOUR FATAL POUR LA PROVINCE DE QUEBEC."

Ainsi, en 1881, d'après M. Mercier, nous ne pouvions compter sur le gouvernement fédéral ; il ne nous aiderait en aucune manière. C'était la ruine, la taxe directe ou l'Union législative et à la fin de tout cela l'anéantissement de la province.

La peinture était lugubre sans doute, mais non dénuée de fondement, et si le gouvernement fédéral n'eût fait droit à nos justes demandes, s'il eut imité MM. Blake et McKenzie, c'en était fait de nous : nous allions à la banqueroute, à la TAXE DIRECTE, à L'UNION LEGISLATIVE ou à L'ANNEXION.

N'est-ce pas que la perspective, d'après M. Mercier, n'était pas très souriante ?

XXVII

Eh bien ! qui NOUS RETIRA DE L'ABIME, QUI NOUS SAUVA DE LA BANQUEROUTE, DE LA TAXE DIRECTE, DE L'UNION LEGISLATIVE, DE L'ANNEXION, DE LA DECHEANCE NATIONALE, en un mot ?

Sir John lui-même ou personne avec ses collègues voués à l'orangisme, nous accorda une somme de $5,000,000, dont l'intérêt annuel suffit pour combler le déficit des notre caisse provinciale.

Sir John, la terreur des catholiques, le bourreau des Canadiens-Français, le Néron du Canada !

Quelle belle chance il avait pourtant de faire triompher l'orangisme sur les ruines de notre province en nous laissant aller à notre DECHEANCE NATIONALE.

Qui combattit Sir John et voulut réaliser les noires prédictions de M. Mercier ?

M. Blake lui-même en personne, cet excellent ami des catholiques et des Français, aidé du successeur de Papineau, M. Wilfrid Laurier, le frère de Riel, qui lui-même était le frère de M. Mercier !

***

Quel assemblage de chaleureux patriotes, de fervents amis des Canadiens-français et des catholiques !

Oui, si on eût écouté M. Blake, nous eussions vu UN JOUR FATAL pour la Province de Québec.

Sir John nous a protégés : Blake a voulu nous ruiner en nous refusant justice. C'est Blake, l'ami des Canadiens-français ! et c'est Sir John notre Robespierre, notre Marat et que savons nous encore ! !

Et c'est l'*Etendard*, journal catholique fondé par des prêtres indignement trompés, qui vit encore sous de faux prétextes et de malhonnêtes représentations, c'est l'*Etendard* qui hurlait, en Janvier 1885 : VIVE LE VIEUX CHEF, c'est l'*Etendard* qui nous enseigne nos devoirs, nos obligations, notre gratitude ! Allez, sinistres comédiens politiques, le peuple ne vous écoutera pas, car le peuple voit bien où le bât vous blesse et comprend assez votre politique envieuse, injuste et funeste.

XXVIII

Il n'y a pas encore très longtemps, il fut question de déléguer quelqu'un en Europe qui pût créer un bon courant d'immigration au Nord-Ouest. Le fait n'est peut être pas très important, mais c'est souvent dans ces questions d'intérêt secondaire que l'on saisit le mieux les dispositions vraies et les tendances des hommes publics.

M. le Curé Labelle fut agréé. Grâce à qui ? Sans doute aux ministres français, mais Sir John, tout comme les honora-

bles MM. Pope et Tupper, cessa-t-il de favoriser la mission de notre colonisateur ?

Non. Et quel fut le résultat de son voyage ?

Déjà on le remarque d'une manière très sensible : le Canada a fait, dans l'été de 1885, parler de lui en France plus que jamais ; d'excellents éléments d'immigration nous sont arrivés qui se multiplient chaque jour, augmentant en nombre et en importance. Le Nord-Ouest reçoit son fort contingent et le reste du pays, la Province de Québec plus spécialement, s'en ressent de même.

La colonie du Témiscamingue a été fondée à la suite du voyage de M. Labelle et l'on sait que des personnes d'un très grand crédit comme MM. Wyse et Reclus y ont pris de forts intérêts ; c'est là une entreprise essentiellement française destinée à servir d'avant-poste à l'armée de colonisateurs qui se dirige du côté de notre Ouest et s'approche rapidement d'Ontario.

C'est là un fait très secondaire, sans doute, pour de grands faiseurs comme MM. Trudel et Bellerose, mais pour le simple commun des mortels, cela veut dire que nous devons cette entreprise dont les résultats peuvent être incalculables dans un avenir prochain, à la libéralité d'un protestant et d'un fanatique orangiste comme le VIEUX CHEF de vingt-cinq ans de M. Trudel !

Qui peut prévoir l'avenir du mouvement français inauguré par le Curé Labelle ? Qui va calculer les développements de cette saine immigration dirigée sur nos rives par des personnages très recommandables de la France ? L'élan est donné aujourd'hui et les avis que nous recevons chaque jour, prouvent de toute évidence, que la France honnête des campagnes s'émeut, se fatigue là-bas, et cherche la sécurité pour la propriété, le travail, les personnes, que peuvent lui offrir les rives heureuses du Canada.

Des hommes comme Reclus, comme Wyse, s'intéressent vivement à notre avenir, et ils nous témoignent leurs sympathies par leurs écrits et par leurs capitaux.

N'est-ce pas ce terrible francophobe de sir John qui a permis ce travail, encouragé ce mouvement essentiellement français et uniquement contrôlé par notre clergé catholique ?

Ces détails sont éloquents pour ceux qui comprennent où est le secret de l'avenir de la race française, en quoi consistera le salut de la nationalité.

XXIX

Il nous faut abréger cette revue des derniers événements et cette étude que que nous ne croyions pas devoir prendre d'aussi considérables proportions. Mais le sujet en vaut la peine, et puissent ces notes éparses mettre en garde contre le souffle de mensonge et de calomnie qui déborde si violemment de cette sentine de pestilence qui a nom l'*Etendard*.

***

Ce journal se dit encore conservateur et c'est le pire des libéraux. Il faut donc s'en défier, car c'est le loup ravisseur qui cherche encore à revêtir la peau de l'agneau.

Laissons la *Patrie*, l'*Electeur* s'évertuer à noircir nos bienfaiteurs ; c'est leur rôle et ils s'en acquittent le mieux qu'ils peuvent sans nous causer grand dommage. Mais gare à la clique de l'*Etendard* qui n'est autre que la queue du rougisme où se trouve le poison : *in caudâ venenum*.

***

A quoi donc se réduisent les reproches de l'*Etendard* contre sir John ? il est orangiste et il a laissé périr Riel en haine des catholiques !

XXX

On ne s'attendra pas que nous défendions sir John sur ce dernier point que nous avons chaque jour à traiter dans notre journal et que des orateurs nombreux et de premier ordre ont déjà traité si souvent et avec tant d'habileté.

Passons donc à l'autre point par lequel nous finissons.

Sir John est orangiste ! ! Oui. Est-ce nouveau pour vous, MM. Bellerose, Trudel, Bergeron, Duhamel ? Non. Est-ce l'orangisme que vous suiviez naguère ou l'homme d'Etat, votre chef, votre ami politique, dont vous partagiez les principes d'administration et d'économie sociale ?

Non sans doute, ce n'était pas l'orangiste, ni le franc-maçon c'était simplement l'homme politique. Vous faisiez comme nous faisons aujourd'hui avec plus de liberté d'allure et plus d'indépendance que vous n'en mettiez vous-mêmes. Vous faisiez comme ont fait tous nos hommes publics, Lafontaine, Morin, Taché, Cartier, Masson, Langevin, qui comprennent que dans notre pays et en plein 19me siècle, il faut avoir nécessairement des rapports plus ou moins étroits avec ceux qui ne partagent pas nos croyances, les combattent même avec vigueur, quand il est possible et utile de s'entendre sur d'autres sujets d'un intérêt général pour un pays d'origine et de foi différentes comme le nôtre.

Ecoutez, messieurs les faux intransigeants, qui transigeriez cyniquement demain, s'il arrivait que le pouvoir fût à votre portée, dût vous rectifier la tête et mettre la bride à votre imagination dévergondée : voici un homme d'honneur qui va vous parler, un patriote celui-là, à côté de vous qui ne l'êtes que par occasion.

XXXI

On se rappelle que le lieutenant de M. McKenzie et le frère d'armes de M. Blake M. Huntington, fit à Lachute, en 1876, un discours incendiaire pour soulever les protestants contre les catholiques.

Huntington en cela, avait suivi les traditions de son parti qui vit de préjugés nationaux et de fanatisme religieux.

Cet incident fut discuté en Chambre le 11 février 1876 et c'est à cette occasion solennelle que M. Masson, alors député de Terrebonne, prononça les paroles remarquables que voici et qui devraient servir de programme aux catholiques comme aux protestants pour assurer entre tous l'accord et l'harmonie nécessaire à la prospérité du pays.

XXXII

M. MASSON :

Je me rappelle, M. l'Orateur, avoir parlé une fois de religion pendant une élection, dans toute ma vie politique, qui n'a pas été bien longue, et savez-vous dans quelles circonstances ? Je n'ai pas fait appel en cette occasion au sentiment religieux de mes compatriotes contre un protestant—ce que je n'ai jamais fait ; mais j'ai fait appel aux sentiments de mes concitoyens catholiques en faveur d'un protestant. Je leur expliquai leur devoir à l'égard d'un candidat qui était accusé d'être franc-maçon, et qui, comme tel, ne devait pas en conséquence avoir droit de siéger dans cette Chambre. Je leur déclarai que nous devions en ce pays VIVRE EN BONS TERMES LES UNS AVEC LES AUTRES, et qu'il nous FALLAIT ACCEPTER LES PROTESTANTS TELS QU'ILS ETAIENT. Il faut que vous nous acceptiez avec notre catholicisme, avec nos sentiments, avec nos principes et avec nos préjugés, et il nous faut vous traiter de la même manière. Je déclarai à mes co-religionnaires qu'un protestant devant être élu—lequel devait avoir ses propres idées et principes—ils n'avaient pas le droit de considérer autre chose que sa carrière politique et son propre mérite, du moment que sa foi ne lui défendait pas d'apparte-

nir à la franc-maçonnerie. Et par qui ai-je été combattu ? Par les LIBERAUX du Bas-Canada, qui affirmèrent que ce serait une honte d'ELIRE UN FRANC-MAÇON. Mais je suis heureux de pouvoir ajouter, M. l'Orateur, que ces PRÉLATS ULTRAMONTAINS dont l'honorable député parle d'une manière si inconsidérée, ont approuvé la position prise par les ultramontains à Montréal au sujet de l'élection où M. White était candidat.

CONCLUSION

La conclusion de tout ce qui précède se réduit à ceci : gardons les hommes qui ont un passé favorable à notre Province et rejetons ceux qui nous ont toujours méprisés sinon dans leurs paroles qui ont pu être belles et mielleuses, mais dans les actes de leur politique qui nous a toujours été hostile et funeste.

Ne soyons pas surpris des agissements infâmes de l'*Etendard*, de la *Vérité* qui font la courte échelle aux libéraux : ces gens-là vivent de l'esprit de révolte. Ils recherchent la masse facile, aisée à convaincre, pour la lancer contre l'autorité rigide, sévère, inflexible. Ces avortons-la font ce que leurs pères dénaturés faisaient en 1872. Soyons des hommes d'autorité et religieuse, et sociale et politique. Peu importe la défaite ; sauvons l'honneur et les principes. Respect à l'ordre et tolérance envers nos alliés protestants.

En 1874, Cartier était un traitre politique, un rénégat religieux : Sir John partageait son sort et on le dénonçait comme le dernier des misérables.

C'étaient les rouges leurs dénonciateurs, c'étaient les gens du *Nouveau-Monde* leurs détracteurs. Cartier n'est plus : Langevin, Chapleau, Caron l'ont remplacé ; ce sont déjà de vieux serviteurs éprouvés ; ils ont représenté notre Province avec honneur : ce qu'il nous fallait pour tenir nos rangs, ils l'ont obtenu. Ils marchent avec sir John : ils sont de bon sang, de noble origine, d'un patriotisme éclairé, ils ne sauraient nous trahir en marchant avec sir John, le VIEUX CHEF de l'*Etendard*, de 1885. Donc VIVE LE VIEUX CHEF, A BAS LE CASTORISME ! car c'est là le véritable ennemi. Pour tous les vrais patriotes ce doit être le

DELENDA EST CARTHAGO.

faisaient
'autorité
ue. Peu
nneur et
et tolé-
s.
re politi-
ohn par-
comme

ciateurs,
nde leurs
Lange-
lacé ; ce
prouvés ;
nce avec
ur tenir
marchent
sang, de
lairé, ils
marchant
IEF de
VE LE
TORIS-
ennemi.
t être le

GO.